Document generated on 06/06/2025 5:02 a.m.

Études internationales

L'inégalité de développement entre les pays socialistes : cadre d'analyse théorique

Antoine Ayoub

Volume 1, Number 3, 1970

Les relations Canada-Europe : aspects culturels

URI: https://id.erudit.org/iderudit/700034ar
DOI: https://doi.org/10.7202/700034ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Ayoub, A. (1970). L'inégalité de développement entre les pays socialistes : cadre d'analyse théorique. *Études internationales*, *1*(3), 2–25. https://doi.org/10.7202/700034ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1970

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Antoine AYOUB

L'INÉGALITÉ DE DÉVELOPPEMENT ENTRE LES PAYS SOCIALISTES : CADRE D'ANALYSE THÉORIQUE

En dépit de déclarations de principes très égalitaires, les pays socialistes de l'Europe de l'Est continuent de présenter, à l'heure actuelle, l'image d'un monde vraiment hétérogène aux points de vue des niveaux et du rythme de développement. L'inégalité de développement constatée au point de départ (les années 1946-1950) continue de caractériser ce bloc de pays au point d'arrivée (1970).

Il va sans dire, et les statistiques le confirment, qu'un certain nivellement ou, parfois, un rattrapage furent enregistrés. Mais la persistance des distorsions et des écarts contraste nettement avec la théorie proclamée (le socialisme) et les principes énoncés (les principes du COMECON, par exemple). D'ailleurs, il semble maintenant établi que l'adoption du socialisme, dans n'importe laquelle de ses variantes, n'est pas une condition nécessaire et suffisante pour l'établissement d'un développement économique « harmonieux » entre les pays ni même pour la résorption des écarts entre leurs niveaux de développement. Mais, ceci ne préjuge en rien de la capacité de l'autre système d'atteindre, à moindres coûts et plus rapidement, ces deux objectifs.

L'objet de cette étude est de présenter quelques voies de recherches possibles pour expliquer la persistance de l'inégalité de développement entre les pays socialistes de l'Europe de l'Est. Nous nous contenterons, ici, de tracer le cadre théorique de l'analyse. Il reste, évidemment, à trancher le débat par une étude statistique appropriée.

Pour nous prémunir contre les critiques, parfois trop rapides, qui interdisent d'expliquer les relations socialistes par le biais d'une logique « étrangère » à leur système, nous avons choisi délibérément de fonder notre démonstration sur la théorie marxienne elle-même et sur ses prolongements socialistes actuels.

Enfin, nous appliquerons ce cadre d'analyse aux pays de l'Europe de l'Est (U. R. S. S. compris) exclusivement parce que nous croyons qu'en dépit de la division actuelle de l'ancien camp socialiste ces pays forment, bon gré mal gré, une sorte de concentration qui dure depuis une vingtaine d'années et qui facilite

M. Antoine AYOUB est professeur au Département d'économique de l'université Laval.

la comparaison et l'analyse. Mais cela ne veut aucunement dire, tout au contraire, que les principaux thèmes que nous évoquerons ici ne peuvent pas être appliqués aux autres pays socialistes ou même, surtout, aux pays qui se considèrent comme des candidats à le devenir. D'ailleurs, c'est dans le dessein d'étendre prochainement notre enquête vers ces pays que nous avons rédigé cet article introductif.

Notre démarche progressera en deux temps : dans un premier temps, nous tenterons de clarifier, tant soit peu, le concept même de l'inégalité de développement en insistant sur son utilité dans l'analyse des économies retardataires ; dans un second temps, nous dirigerons les regards vers les deux voies d'explications qui nous semblent possibles, à savoir : le problème de la transition entre régimes économiques et la théorie de la division internationale socialiste du travail.

I – Le concept de développement inégal

Il est trop facile de dire que l'inégalité de développement est une « loi » qui concernent « tout ce qui existe dans le monde [1] ». Faut-il encore préciser que cette inégalité « ne peut atteindre certaines proportions sans mettre en cause la signification même du développement [2] ».

Autrement dit, si l'on s'accorde à croire que rien au monde, – et les activités économiques principalement, – ne se développe d'une manière absolument égale, cela ne veut pas dire que l'égalité dans le développement est un objectif à bannir. Il en va de cette égalité comme de l'objectif kéynésien du plein-emploi : même si l'on s'accorde à le considérer comme difficilement définissable (quel plein-emploi ?) et réalisable, il demeure, toujours et malgré tout, un objectif à atteindre [3].

D'ailleurs, si l'on refuse d'adopter ce point de vue, on expliquera les distorsions et les écarts dans les niveaux de développement d'une manière très floue. Il n'est même pas étonnant que ce refus conduise à des impasses sur le plan de la politique économique. La conclusion que le sous-développement est, enfin de compte, « dans la nature des choses » procède directement de cette optique.

Il faut remarquer, d'autre part, que ce n'est pas tant l'inégalité de développement en elle-même qui est en cause. C'est plutôt, la permanence de cette inégalité à un taux élevé ou même l'accroissement de ce taux dans le temps qui doit retenir l'attention.

Ainsi posé, le problème, dans le cas des échanges internationaux par exemple, revient à mettre face à face l'inégalité de développement des partenaires et la nature des relations économiques qui sont établies entre eux. On se demandera, ensuite, dans quelle mesure celles-ci atténuent l'ampleur de celle-là. Dans le cas qui nous occupe il serait opportun de démontrer, entre autres, que tout comme la loi des coûts comparatifs, la division internationale socialiste du travail « cristallise une inégalité des niveaux de développement économique . . . et induit l'inégalité des échanges [4] ».

---

1 L. ALTHUSSER, *Pour Marx*, Maspéro, Paris, 1968, pp. 206ss.

2 P. MASSÉ, *Le plan ou l'anti-hasard*, Gallimard, (Coll. « idées »), Paris 1965, pp. 25-26.

3 Malgré l'engouement actuel des autorités économiques dans différents pays pour ériger en objectif la loi de Philips qui assure que le secret de la stabilité réside dans le chômage.

4 Ch. PALLOIS, *Problème de la croissance en économie ouverte*, Maspéro, Paris, 1969, p. 253.

De plus, si l'école socialiste considère que la loi des coûts comparatifs, même dans ces prolongements néo-classiques [5], est faite par et pour ceux qui sont développés à l'encontre de ceux qui le sont moins ; si, d'autre part, l'on prouve non seulement l'absence d'une théorie socialiste des échanges internationaux mais, surtout, la perpétuation de l'application de cette loi tant critiquée dans les échanges intra-étatiques, la démonstration sera faite, toujours par la logique socialiste, de la persistance de l'« exploitation » même à l'intérieur du bloc socialiste.

Il restera, évidemment, à prouver que les partenaires de l'échange « commencent » leurs relations en ayant chacun un niveau de développement différent de l'autre. Cela est aisément vérifiable si l'on examine les structures économiques et sociales respectives des co-échangistes.

En effet, les inégalités des structures économiques et sociales, tout en procédant de l'inégalité de développement, la reflètent complètement. Ses structures sont considérées *inégales* et non pas seulement, *différentes* « sous le rapport de toutes les quantités stratégiques dans un domaine déterminé, par exemple : la concentration, la capacité, le taux d'accroissement du produit et de l'investissement, etc.[6] ». Si l'on admet que les échanges extérieurs s'opèrent entre ensembles structurés « l'observation et l'analyse révèlent des structures fortes (relativement) et des structures faibles (relativement) [7] ». Les influences d'une structure sur une autre, par le canal des échanges extérieurs, se remarquent dans trois domaines : les exportations, les investissements directs [8] et les flux monétaires.

À la lumière de ce qui précède, l'étude des relations économiques à l'intérieur d'un groupe de pays (les pays socialistes, en l'occurence) prend tout son sens. Il ne s'agit pas tant de se demander comment éliminer l'inégalité dans le développement ; objectif idéal mais très peu opérationnel. Le problème central est, plutôt, le suivant : quelle est la nature des relations qui rendent cette inégalité *cumulative,* ou à l'inverse, quelle serait la politique économique qui tenterait à faire diminuer cette inégalité et dans quelle mesure la théorie et la pratique socialiste répondent à cet objectif.

C'est dans ce sens, précisément, que les recherches opposant la théorie et la pratique socialiste aux faits observables s'imposent à nous pour une série de raisons :

— Le nombre de plus en plus croissant des pays sous-développés qui se lancent dans l'« expérience » socialiste, peu importe, à ce stade de l'analyse, s'il cherchent à réaliser un « socialisme spécifique » ou un socialisme comparable à

---

5 J. BHAGWATI, « *The Pure Theory of International Trade ; A Survey* » dans *Surveys of Economic Theory Growth and Development,* Londres, New York, St-Martin's Press, 1965.

6 Fr. PERROUX, *Indépendance de la nation,* Aubier-Montaigne, Paris, 1969, pp. 35.

7 *Ibid.,* pp. 37-38.

8 Les résultats additionnels totaux pour la balance du pays B par l'effet de l'investissement direct réalité par le pays A sur les investissements, les produits et le commerce extérieur du pays B peut s'exprimer :

$$M-X=\sum_{1}^{n} m_e P_e-\sum_{1}^{m} x_e P_e+(m_e P_e-x_e P_e)$$

Les termes $\sum_{1}^{n} m_e P_e$ et $\sum_{1}^{m} x_e P_e$ expriment l'effet total que les investissements entraînés, générateurs de produits entraînés, provoquent à l'égard de la balance extérieur de B. Les termes $m_e P_e$ et $x_e P_e$ expriment les importations et les exportations qui résultent de l'investissement entraîné. (Fr. PERROUX, *ibidem,* pp. 52-58)

celui de l'U. R. S. S. ou de la Chine populaire [9].

— La nécessité impérative de répondre, scientifiquement, à la question suivante : dans quelle mesure et sous quelles conditions le socialisme, en tant que théorie et en tant que pratique, peut être considéré comme une stratégie valable pour le développement des pays retardés.

— S'il est vrai que « le pays qui est industriellement le plus avancé ne fait que montrer au pays moins développé l'image de l'avenir qui l'attend » (K. Marx), il peut être tout aussi vrai, dans le contexte actuel du moins et toutes choses égales par ailleurs, que les pays du « vrai » [10] socialisme montrent aux pays « candidats » l'image de l'avenir qui les attend.

Il va sans dire que notre travail ne vise évidemment pas à répondre à toutes ces interrogations. Notre ambition est de clarifier une partie de ce débat que nous estimons grandement important.

Mais, avant de passer à l'analyse des thèses marxistes-socialistes concernant notre propos, il convient, pour terminer, de dire deux mots relatifs au problème de la *mesure* de l'inégalité de développement.

Chacun le sait, – et il est inutile de reprendre la démonstration, – l'indicateur synthétique qu'est le revenu moyen annuel par tête d'habitants (RMAH) présente autant d'inconvénients que d'avantages dans les études comparatives. D'autre part, il faut avouer que n'importe quel autre indicateur unique ou unificateur présente, avec une différence de degré et non pas de nature, des inconvénients et des avantages plus ou moins analogues. Dans l'état actuel des choses, force est de recourir à une série d'indicateurs économiques et sociaux pour cerner d'un peu plus près le phénomène de l'inégalité. L'absence d'un étalon de mesure unique et vraiment significatif permet, parfois, le recours à divers étalons d'après les exigences de l'analyse.

Pour bien faire ressortir l'écart dans le développement sur le plan des échanges extérieurs il est possible d'utiliser, par exemple, l'indice de la productivité du travail. Malgré les critiques qu'on peut adresser aux modèles qui tentent de mesurer cette productivité (modèle ricardien, modèles de Tinbergen et Whitin qui font appel aux fonctions de production, modèles de Caves et Kravis [11]) il n'en demeure pas moins vrai que même les économistes de l'Europe de l'Est ont recours à cette même productivité pour mesurer l'écart et la croissance de l'écart entre les niveaux économiques de deux pays. I. Rachmuth, par exemple, préconise la formule suivante pour mesurer les accroissements de productivité du travail [12]:

---

9 Pour une information descriptive sur les expériences socialistes dans le Tiers-Monde, voir : René DUMONT et Marcel MAZOYER, *Développement et socialismes*, Éd. du Seuil, Paris 1969, 330p.

10 Nous écartons complètement, ici, le débat entre les « faux » et les « vrais » socialismes. Nous admettons comme critère de démarcation entre les pays socialistes et les autres pays (capitalistes ou même socialisants) un critère extra-économique : la prise du pouvoir et sa conservation par un parti unique qui est le parti communiste nonobstant les différences idéologiques et stratégiques entre ces partis. Nous croyons que c'est là un critère de loin plus marquant que n'importe quel critère économique qui restera infirme eu égard à la complexité et la diversité des situations.

11 Voir l'exposé de ces modèles et la critique de leurs conclusions dans : Ch. PALLOIS : « *Problèmes . . .* » *op. cit.*, pp. 194-209 ainsi que dans : J. BHAGAWATI : «*The pure theory . . .* », art. cité.

12 I. RACHMUTH, *Aspects de l'action de la loi de la valeur sur le plan international*, Problèmes de Planification, (CEPS), Sorbonne, N° 8, pp. 55-67.

$$\frac{\Delta P}{P} = \frac{\dfrac{(p_1 - p_n)\, h_n}{h_1 + h_2 + h_3 + \ldots + h_n}}{P}$$

où (P) est la productivité moyenne par pays – (p) la productivité par branche ; 1, 2, 3, ... n sont les branches avec productivité du travail décroissante, – (h) la quantité de travail par branche.

Ceci étant dit, essayons maintenant d'analyser les causes qui rendent le socialisme, en théorie mais surtout en pratique, incapable de résoudre le problème de l'inégalité de développement entre les nations.

II – La transition entre régimes économiques

A – *Les thèses marxiennes*

Une contradiction irréductible oppose le concept marxien de l'inégalité liée au capitalisme, d'une part, et le phénomène de transition entre régimes économiques (surtout capitalisme → socialisme), d'autre part.

En effet, tout en analysant le système capitaliste comme un ensemble, comme un tout homogène, Marx n'a pas oublié de mentionner que le développement inégal des activités, des pays et des régions d'un même pays est imputable, quand même, à ce système et à son développement. L'unification de l'économie nationale et de l'économie mondiale par le biais du marché et du profit n'épuise pas les inégalités et peut même les figer ou les accentuer.

Le développement capitaliste suppose, d'après la théorie marxienne, (1°) un marché mondial et (2°) la transformation des modes de production plus primitifs en production de marchandises.

Cette deuxième condition laisse supposer que le capitalisme envahissant donne naissance, dans les pays qu'il envahit, à des systèmes capitalistes analogues à celui des pays où ce capitalisme existe déjà. En réalité, le capitalisme dominant pousse les autres nations à passer au capitalisme dans la mesure seulement où ce passage est utile au capital dominant et à la formation de ses profits [13]. C'est, en d'autres termes, un système de capitalisme satellite qui s'établira à la remorque du capitalisme métropolitain.

L'inégalité est donc, aussi bien nationale qu'internationale : elle touche les branches, les secteurs et les marchés nationaux aussi bien que le système capitaliste dans son ensemble et à l'échelle internationale [14].

Cette situation est aisément explicable, dans le modèle marxiste du moins, par le processus d'accumulation, de concentration et de centralisation du capital : ce processus ne s'effectuant pas uniquement sur le plan national mais, également, sur le plan international [15].

L'expansion du capitalisme, en détruisant l'équilibre séculaire qui régnait entre l'agriculture et l'industrie favorise la création d'une combinaison d'obstacles à l'industrialisation dans les pays retardataires : concurrence des marchandises

---

13 P. MATTICK, « Le Capital aujourd'hui » dans *Économies et Sociétés* ; *(Cahiers de l'ISEA)*, Série S. N° 6, juin 1967, p.79.

14 M. FALKOWSKI, *Les problèmes de la croissance du Tiers-Monde vus par les économistes des pays socialistes*, Payot 1968, p.145.

15 Une phrase très significative de Marx peut appuyer notre propos : « Si les libres-échangistes ne peuvent pas comprendre comment un pays peut s'enrichir aux dépens de l'autre, nous ne devons pas en être étonnés, puisque ces mêmes Messieurs ne veulent pas non plus comprendre comment, dans l'intérieur d'un pays, une classe peut s'enrichir aux dépens d'une autre classe. » K. MARX, *La misère de la philosophie*, cité par A. EMMANUEL dans *L'échange inégal*, Maspéro 1969, p.23.

métropolitaines, concurrence de la main d'œuvre locale extrêmement bon marché et des machines modernes, pénurie des capitaux du fait de l'investissement des revenus accumulés de la classe dominante en propriété foncière, absence de marchés intérieurs suffisants qui permettraient un développement rapide de quelques secteurs industriels [16].

Deux conséquences peuvent être enregistrées d'après cette analyse marxiste : la première est qu'une différence de degré sinon de nature existe entre le capitalisme métropolitain développé et le capitalisme satellite sous-développé ; la seconde est que du fait même de l'installation dans les pays retardataires de ce système capitaliste « bâtard », les forces productives connaîtront difficilement la progression et la croissance qui auraient pu être les leurs dans un régime vraiment capitaliste. En résumé, les bienfaits du capitalisme sur le plan du développement de la production, tant de fois relatés dans le *Capital* et le *Manifeste,* n'auront été que d'une utilité toute relative pour les pays sous-développés.

Voilà pour ce qui concerne les inégalités de développement à l'intérieur du capitalisme et ses conséquences. Mais pour mettre pleinement en valeur cette thèse il faut, à notre sens, l'intégrer à l'analyse de Marx touchant le passage du capitalisme au socialisme. Car toute l'analyse marxienne, dans ce domaine, tendait à établir que le communisme devait être issu du capitalisme en raison du *développement* de ce dernier. Une affirmation analogue semble être admise chez la plupart des interprètes de Marx [17].

En effet, et selon K. Marx :

> Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et sous ses auspices. La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels *arrivent à un point* où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. *Cette enveloppe se brise en éclats* [18].

On peut ainsi résumer les conclusions directes de ce texte :

1) Selon la « loi » de l'évolution dialectique, le communisme sortira du capitalisme par le développement des contradictions et antagonismes créés au sein de ce dernier par sa propre évolution. La violence ne peut qu'aider à l'éclatement des contradictions qui existent dans le régime : concentration et paupérisation croissantes.

2) Le passage du capitalisme au communisme ne se produira que lorsque les contradictions arriveront « à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste ». Arrivée à ce point, « cette enveloppe se brise en éclats ». Ainsi, le passage ne s'effectuera qu'une fois ce « point » ou « seuil » atteint. Or, ce point ne sera atteint qu'une fois les conditions « objectives » à l'intérieur du régime capitaliste, réalisées. Autrement dit, le passage du capitalisme au communisme nous paraît devoir se produire là même où le capitalisme est le plus puissant.

3) Il est à noter, enfin, que Marx et Engels ont admis un régime de transition entre le capitalisme et le communisme : c'est le socialisme, où la phase inférieure du communisme [19].

---

16 E. MANDEL, Traité d'économie marxiste, Tome II, Julliard, p.69.

17 A. PIETTRE, *Marx et marxisme*, P. U. F. 1957, p.88.

18 K. MARX, *Le Capital*, livre premier, chapitre XXXII, p.1239, dans les *Oeuvres* (Coll. « La Pléiade »), NRF, 1965. (C'est nous qui soulignons.)

19 K. MARX, *Critique du programme de Gotha*, Éd. Sociales, Paris.

L'intégration de ces deux thèses marxiennes (inégalité – passage) conduit fatalement à une impasse sur le plan théorique et constitue, en même temps et *a contrario*, l'explication de la situation observable aujourd'hui dans les pays de l'Europe de l'Est.

Car, en effet, puisque la condition objective et nécessaire du passage du capitalisme au communisme (ou à son premier stade, le socialisme) est le plein développement des forces productives sous les « auspices du capitalisme », il en résulte que :

1) Une voie sans issue est proposée aux pays sous-développés capitalistes. D'une part, leur système « spécifique » leur interdit le plein développement de leurs forces productives et, d'autre part, leur passage au système socialiste est, justement, conditionné par le plein développement de ces forces. En fait, le déclenchement et l'installation du socialisme dans les pays à prédominance agricole et sous-développés non seulement n'ont pas été prévus par Marx, mais ont dénaturé complètement l'objectif de son système d'analyse.

À un socialisme considéré comme mode de production supérieur au capitalisme, la vie réelle a subtitué un socialisme considéré comme modèle de développement pour les pays sous-développés. Dans une telle situation, le problème de l'inégalité demeure entier même après l'adoption du socialisme. Car la disparition de celle-ci n'est concevable, dans le modèle marxiste, que lorsque tous les pays auront atteint au préalable un degré ou seuil commun de développement avant leur passage au socialisme. Tel n'est pas le cas.

2) Quant aux pays capitalistes développés, ils peuvent être assurés que le socialisme, à l'encontre du capitalisme, ne fera que promouvoir sans entraves ni inégalités leur développement *futur*.

Il serait assez difficile de vérifier cette seconde conclusion pour la simple raison que l'occasion ne s'est présentée que très rarement. Pour le cas de la Tchécoslovaquie, il ne fait plus de doute que son intégration à un groupe de pays moins développés est allée à l'encontre de son propre développement. Quant à l'Allemagne de l'Est, elle présente un cas tellement spécifique qu'il serait difficile de le citer en exemple.

Voilà en ce qui concerne la théorie. Qu'en est-il, maintenant, de la réalité ?

B – *Les réalités socialistes*

Il serait certainement banal de répéter que la première réfutation pratique des thèses de Marx lui a été apportée par la première société humaine qui ait réalisé la révolution socialiste : la Russie agricole.

Plus intéressant, croyons-nous, est de dire que la succession des révolutions (pour tous autres motifs que ceux envisagés par Marx) a fait rentrer dans la « famille » socialiste un nombre croissant de pays de différents niveaux et degrés de développement économique et social : la Tchécoslovaquie (industrielle et capitaliste), la Roumanie, la Bulgarie et l'Albanie (agricoles et féodales), la Pologne et la Hongrie (semi-industrielles), etc. De cette manière, la « famille » socialiste ne s'est pas constituée, comme le prédisait Marx, de pays ayant un même niveau de développement mais d'un nombre de pays ayant chacun un degré de développement différent de l'autre.

En effet, comme le disait Fr. Perroux, la situation des États socialistes planifiés se caractérise aujourd'hui « par des différences très profondes de structures, ces États ne possèdent pas *tous*, ni au *même degré*, des centres de production et des

pôles de croissance. Ils sont, malgré des progrès, à des niveaux différents entre eux du développement économique et du développement socialiste [20] ». Un autre auteur, marxiste celui-là, admet la réalité du développement inégal à l'intérieur des pays socialistes même s'il s'efforce de voir dans ce « fait » une situation toute différente de celle qui règne entre les pays capitalistes [21].

Cette situation toute nouvelle (par rapport à la pensée marxienne) a fait éclore toute une littérature marxiste à la recherche d'une explication de ce phénomène qui fait ressortir, en réalité, une contradiction au sein même du socialisme.

Ces essais d'explications, qui sont devenus très tôt des essais de justification, ont commencé avec Lénine et ne sont pas encore terminés :

— Lénine justifie la révolution en Russie dans son ouvrage *Le développement du capitalisme en Russie* et la révolution socialiste dans les pays retardés dans son *Impérialisme, stade suprême du capitalisme* en modifiant, comme on dit, la géographie de la révolution.

— Staline proclame sa théorie de la « rupture de la chaîne sur les points et dans les pays où la chaîne du front impérialiste est la plus faible » pour justifier « la victoire du socialisme dans un seul pays ».

— Mao Tsé-toung expose avec force sa théorie du « rôle de la paysannerie » qui constitue, en dernière analyse, un essai de justification de la révolution socialiste dans les pays agricoles sous-développés.

Toutes ces théories et tous ces essais oublient de soulever et de résoudre la contradiction majeure née de l'entorse faite aux thèses de Marx précédemment évoquées. Et même s'il la soulèvent, ils la résolvent d'une manière qui est très éloignée des hypothèses et des prémisses de Marx.

Car la « marxisation » des révolutions dans des pays qui n'ont pas atteint le « point » ou le « seuil » de développement mentionné par Marx conduit à retoucher l'image d'un bloc socialiste formé de pays à développement égal.

Ce qui était plus ou moins logique dans le modèle de Marx devient contradiction et ambiguïté dans les réalités socialistes. D'ailleurs, de telles contradictions et inégalités peuvent fournir une certaine explication à des phénomènes de tension ou même de conflit explicite à l'intérieur de la « famille » socialiste. Par exemple :

— Le conflit idéologique, pour ne pas dire politico-économique entre la Chine populaire et l'U. R. S. S. ;

— La tension latente ou le conflit explicite entre le leader soviétique et les pays de l'Europe de l'Est ;

— Les divergences dans les conceptions et les méthodes entres les partis communistes des pays capitalistes et les partis communistes au pouvoir [22] ;

— La volonté manifeste de beaucoup de pays sous-développés de forger leur propre socialisme correspondant, selon eux, à leurs conditions objectives propres (socialisme guinéen, arabe, tanzanien, etc.)

C – *Typologie et nature des relations socialistes*

Si la loi du développement inégal s'applique aussi bien aux pays capitalis-

20 Fr. PERROUX, *La coexistence pacifique*, Tome I, P. U. F. 1961, p.167.

21 H. LEFEBVRE, *Pour connaître la pensée de Lénine*, Éd. Bordas 1969, Paris, p.246.

22 Comme exemple, Roger GARAUDY : Le *grand tournant du socialisme*, (Coll. « idées », Gallimard 1969, 317p.

tes qu'aux pays socialistes il devient opportun (1°) de procéder à une *classification* des pays socialistes d'après leur degré de développement économique et social, et (2°) de se demander quelle peut être la *nature* des relations qui existent entre ces différents pays en tenant compte de la classification proposée.

Le socialisme s'est installé dans les catégories suivantes de pays :

1) *économie capitaliste et industrialisée* : Nous pensons, surtout, à la Tchécoslovaquie et à l'Allemagne de l'Est ;

2) *économie semi-capitaliste et semi-industrielle* : Ce fut le cas de la Russie au début du siècle, de la Pologne et de la Hongrie après la Deuxième Guerre mondiale.

3) *économie féodale et agricole* : Le cas de l'Albanie, Roumanie, Bulgarie et Yougoslavie avec, bien sûr, des différences quant au niveau de développement et des rapports de production.

4) *économie précapitaliste et agricole* : C'est une catégorie distincte pour différencier le cas des pays comme la Chine populaire, le Viêt-nam du Nord et la Corée du Nord de la situation des pays de l'Est. Il ne fait pas de doute que l'économie de ces pays asiatiques était encore plus sous-développée que celle des pays de la catégorie (3). De plus, ces pays subissaient, directement ou indirectement, la pression coloniale.

En résumant, on peut dire qu'au départ (la période d'installation du socialisme dans chaque pays) les pays du socialisme appartenaient à une des trois catégories suivantes : pays développés industrialisés (1), pays en voie de développement semi-industrialisés (2) et pays sous-développés agricoles (3 et 4). À l'arrivée, c'est-à-dire au moment présent, ces mêmes catégories existent, avec, il faut le dire, un changement non pas dans la classification mais dans l'appartenance de tel ou tel pays à telle ou telle catégorie.

En effet, la trajectoire socialiste et la situation propre de chaque pays tendent à amener certains d'entre eux à gravir les les niveaux, donc à changer de catégories (U. R. S. S.) ; d'autres commencent à émerger de leur situation agricole (Chine populaire, Bulgarie . . .) ; d'autres encore paraissent, plutôt, stationnaires (Albanie) et d'autres enfin donnent des signes de régression (Tchécoslovaquie) [23].

Étant donné que le sous-développement est, dans un certain sens, un phénomène relatif et de comparaison, la hiérarchisation des niveaux de développement persiste à l'intérieur du bloc. Le sous-développement coexiste avec le développement, tout comme dans les pays capitalistes.

Cette diversité des points de départ n'a certainement pas échappé aux théoriciens actuels du marxisme. C'est peut-être pour cette raison qu'ils ont procédé à un fractionnement des deux phases décrites par Marx, (capitalisme → socialisme → communisme) en plusieurs sous-phases qui correspondent à des degrés de développement et même, dirons-nous, à des régimes économiques différents.

Le schéma actuel, puisque des modifications sont toujours possibles du fait de l'évolution historique qui s'effectue indépendamment des schémas doctrinaux, des phases de développement des forces productives à l'intérieur du socialisme peut se résumer dans le tableau de la page 11.

Les deux premières phases correspondent à des pays sous-développés ; la troisième correspond à une économie semi-industrialisée qui a effectué son *take off* ; la quatrième et cinquième correspondent,

---

23 J. M. COLETTE, « Le blocage de la croissance économique en Tchécoslovaquie » dans les *Cahiers de l'ISEA*, Série G., N° 168, 1965 pp. 121-143.

LES PHASES DE DÉVELOPPEMENT À L'INTÉRIEUR DU MONDE SOCIALISTE

PHASES	CARACTÉRISTIQUES			
	POLITIQUES	ÉCONOMIQUES	JURIDIQUES	TECHNOLOGIQUES
1 — Voie non-capitaliste de développement	— Régime parlementaire traditionnel ou dictature militaire — Gouvernement d'union nationale de centre gauche — Existence de la bourgeoisie moyenne	— Secteur privé moyen (dominant) + secteur d'État + secteur mixte — Planification indicative — Coopérative agricole (faible)	— Nationalisation des services publics — Nationalisation des importantes sociétés industrielles — Réforme agraire touchant les gros propriétaires	— Travaux d'infrastructure — Modernisation de l'agriculture — Faible industrie + artisanat
2 — Transformation socialiste (Période de transition)	— Front national dominé par un parti — Gouvernement de gauche — Règne de la petite bourgeoisie	— Secteur d'État (important) — Secteur privé + secteur mixte — Planification du secteur public — Coopérative agricole	— Nationalisation du crédit — Nationalisation comm. extérieure et intérieure (en grande partie) — Radicalisation de la réforme agraire — Nationalisation du secteur industriel	— Travaux d'infrastructure (suite) — Industrialisation de l'agriculture — Création industrielle dans un secteur spécifique
3 — Socialisme (1re phase) (Démocratie populaire)	— Démocratie populaire — Parti unique — Prolétariat dominant + fraction de la petite bourgeoisie	— Secteur public (dominant) + petit secteur artisanal — Planification systématique — Coopérative agricole + sovkhoz	— Nationalisation du secteur industriel — Abolition de la propriété privée des moyens de production de quelque importance	— Début de l'industrie lourde des moyens de production — Début de la recherche scientifique et technique
4 — Socialisme (2e phase) (Socialisme)	— République socialiste — Parti unique — La classe des technocrates + prolétariat	— Secteur public (uniquement) — Planification totale — Kholkoz + sovkhoz	— Abolition totale de la propriété privée des moyens de production	— Haut niveau de développement de l'industrie lourde — Avance rapide de la recherche scientifique et technique
5 — Communisme ?	Dépérissement de l'État ?	Disparition de l'économique ?	Disparition totale de la propriété privée ?	Société d'abondance ?

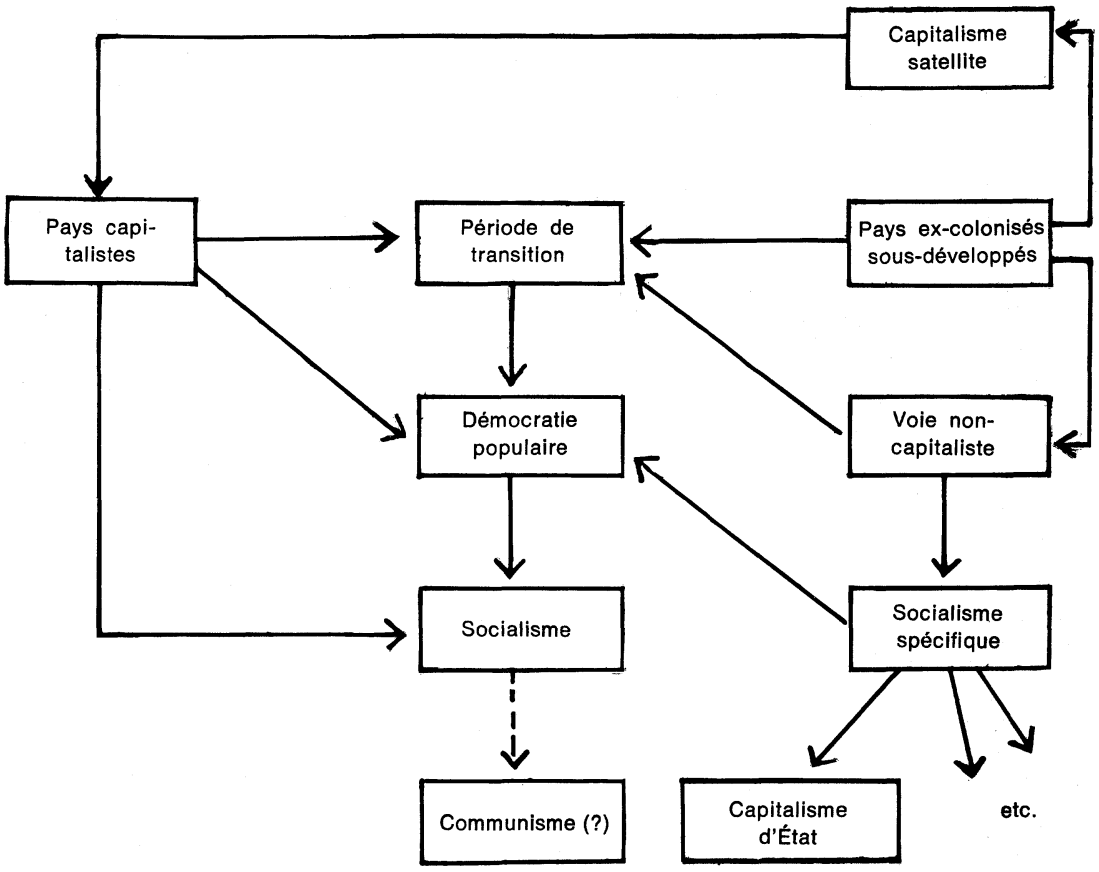
successivement, à des économies industrialisées et superindustrialisées.

Ce schéma n'est valable, évidemment, que dans l'optique socialiste. Toutefois, il serait intéressant de noter des phénomènes comme celui du passage direct du capitalisme au communisme (Cuba–Chine) qui viennent perturber la succession des phases. Mais faut-il ajouter que ces phénomènes procèdent plutôt du vouloir et du désir que du pouvoir et du réalisable ?

D'ailleurs les différents itinéraires que peuvent prendre les différents pays d'après leur situation et leur niveau réciproques sont rapidement esquissés dans le schéma de la page 12.

La première conclusion qu'on peut enregistrer, à la suite de la lecture du tableau et du schéma et avant même de passer à l'analyse de la nature des relations intragroupes, est la diversité et la complexité des cas en présence. Les recherches actuelles sur l'économie de la

SCHÉMA DU PASSAGE ENTRE SYSTÈMES



période de transition pèchent par excès de simplification en refusant, justement, d'envisager cette diversité, c'est-à-dire en d'autres termes, cette inégalité à l'intérieur du groupe [24]. Le recours à la « citomanie » ou à une nouvelle « lecture » [25] de Marx pour lui faire dire ce qu'il n'a pas dit ou même, ce qui est pire encore, écrire de nouveau ce que Marx a voulu dire sont, à notre sens, des voies de recherches sans issues [26].

Arrivé à ce point de notre analyse, nous pensons que la *nature* profonde des relations entre les pays de la famille socialiste découle d'une combinaison de deux facteurs :

1) L'état d'inégalité du développement des forces productives conduit à une hiérarchisation des stades de développement avec, comme corollaire, une hiérarchisation de domination à l'intérieur de la famille.

2) La croyance en un idéal commun (la société communiste « promise ») qui doit être atteint par tous et qui nécessite, outre l'adoption d'un modèle socialiste de développement, la collaboration et la coopération désintéressées, au sens économique et stratégique, de toutes les parties de l'ensemble.

Entre ces deux facteurs, ou ces deux pôles, s'établissent les relations économiques, voire même politiques et sociales, des pays de la famille socialiste.

Il faut bien remarquer que l'adoption d'un des deux facteurs, ou d'une combinaison quelconque de ceux-ci dépendra, en dernier essor, de la « nation-guide » qui, du fait de sa dimension, de son développement et du nombre de ses habitants, marque de son empreinte la nature des relations à l'intérieur de l'ensemble. C'est d'ailleurs pour cette raison que le second facteur constitue, dans la majorité des cas, une « clause de style » sans contenu bien déterminé.

En effet, à la hiérarchie dans les stades du développement correspond une hiérarchie de domination. Au sommet, un leader représente l'économie dominante. Tous les effets de domination analysée par Fr. Perroux peuvent être repérés dans les relations du leader et un pays de l'ensemble [27]. Les accords bilatéraux entre le leader et un pays de l'ensemble ou entre deux pays de l'ensemble sont, généralement, des couplages entre dominant / dominés et arrivent rarement à se soustraire aux effets de la domination hiérarchique.

Quelques propos d'étape peuvent être observés à la fin de cette partie :

1) La théorie marxienne n'a pas du tout prévu le problème de l'inégalité au sein du socialisme. En plus, d'après sa logique, cette inégalité devrait disparaître avant même l'avènement du socialisme.

2) Le socialisme appliqué n'a pas supprimé les inégalités du développement. La typologie du système montre, au contraire, sa permanence.

3) Par le fait même de la permanence de cette inégalité, des relations de domination hiérarchique règnent sur tous les plans entre les pays de la « famille ».

Le problème est, maintenant, d'étudier si les échanges extérieurs entre les États socialistes ne conduisent pas à une inégalité cumulative de développement. Dans l'affirmative, nous pouvons conclure que le socialisme, comme il est pratiqué du moins, non seulement ne comble pas

---

24 Ch. BETTELHEIM, *La transition vers l'économie socialiste*, Éd. Maspéro 1968, p. 10ss.

25 L. ALTHUSSER, *Lire le capital*, Éd. Maspéro, 1968.

26 Voir une critique acerbe de ces tendances dans R. ARON : *D'une Sainte Famille à l'autre*, Gallimard, 1969.

27 Fr. PERROUX, « Esquisse d'une théorie sur l'économie dominante », dans *L'Économie du XX^e siècle*, 3^e édition, P. U. F., 1969, pp. 61-118.

les écarts dans le niveau du développement mais tend à les rendre cumulatifs.

III – La division internationale socialiste du travail et ses problèmes

L'effet cumulatif (négatif ou positif) sur le niveau de développement entre pays peut, en principe, être le résultat ou bien de la nature et de la dimension du processus interne de la production des biens et des services (cas d'une économie fermée) ou bien du mécanisme des échanges extérieurs entre ces pays (cas d'une économie ouverte).

C'est là le principe. En réalité, cet effet résulte du jeu de ces deux facteurs à la fois et plus précisément d'une certaine combinaison entre eux. Cette combinaison dépend, à son tour, de plusieurs facteurs dont le plus important est, justement, le degré d'ouverture *obligatoire* que le pays doit pratiquer à l'endroit des autres économies nationales.

Dans l'hypothèse d'un pays qui serait capable d'adopter une politique d'autarcie, étant donné la dimension et la diversité de ses ressources naturelles et humaines, les échanges extérieurs peuvent être considérés comme un facteur second dans le fonctionnement de son économie. Le cas de l'U. R. S. S. illustre bien cette hypothèse. Dans le cas contraire, les échanges extérieurs peuvent jouer un rôle déterminant. C'est toujours le cas pour la plupart des pays de l'Europe de l'Est et spécialement pour la Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est.

Cette distinction, toute académique à première vue, est d'un certain intérêt lorsqu'il s'agit d'expliquer (1°) l'absence en U. R. S. S. de recherches économiques touchant les échanges extérieurs pendant toute la période qui va de 1917 à l'après guerre et (2°) l'intérêt de plus en plus accru vers ce genre d'études, depuis la constitution du bloc de l'Est jusqu'aujourd'hui, en passant par les différentes étapes du COMECON.

À ces causes purement économiques s'en ajoutent, évidemment, d'autres dont la plus importante est l'absence d'une théorie socialiste des échanges extérieurs dans les écrits de K. Marx.

Nécessité de plus en plus évidente des échanges, d'une part, ambiguité ou mutisme des œuvres de Marx et de ses successeurs, d'autre part, voilà la toile de fond de la problématique des échanges entre les pays socialistes.

A – *L'héritage marxien et ses prolongements*

Dire que K. Marx n'a pas développé une théorie du commerce extérieur est une généralisation qui gagne à être précisée [28].

Si l'on veut dire par là que Marx n'a pas proposé une théorie socialiste des relations internationales, l'affirmation est tout à fait exacte mais elle n'est pas très orignale. Marx s'est toujours, ou presque, abstenu de formuler des théories concernant le socialisme en tant que tel. Que ce soit sur le plan de la production (planification), de la consommation, ou des échanges extérieurs, le mutisme ou l'allusion était de règle chez cet auteur qui se voulait critique du capitalisme beaucoup plus que théoricien du socialisme [29].

---

[28] Sur ce point, voir, essentiellement : M. RUBEL, *La conception du commerce extérieur* dans *'Das Kapital'*, Document ronéotypé, Paris, novembre 1968. A. NOWICKI, « *Premiers contours d'une théorie du commerce extérieur dans un pays à économie planifiée, le cas des échanges extérieurs de la Pologne* », dans les *Cahiers de l'ISEA*, N° 13, Série G(124) 1962, pp. 147-153.

[29] W. BRUS, *Problèmes généraux du fonctionnement de l'économie socialiste*, Maspéro, 1968, Paris, pp. 36ss.

Si, par contre, on voulait dire que Marx n'a pas une théorie du commerce extérieur entre pays *capitalistes*, il nous semble que l'on fait fausse route. Car même si Marx, pour des raisons méthodologiques, n'a pas inséré un chapitre sur le commerce extérieur dans son *Capital* il a, néanmoins, développé à plusieurs reprises des vues très critiques à l'encontre de la théorie ricardienne. D'ailleurs, sa position dans ce domaine peut, à la rigueur, être dérivée de ses théories sur la valeur, la plus-value et le profit. La plupart des auteurs socialistes n'ont fait qu'interpréter et expliciter les idées de Marx dans ce domaine. C'est seulement depuis une dizaine d'années que les efforts des économistes des pays de l'Est se dirigent vers la construction d'une théorie socialiste propre des échanges extérieurs. On aura l'occasion de voir dans quelle mesure ses efforts ont abouti. Occupons-nous, pour le moment, de l'héritage marxien en lui-même [30].

1) La *finalité* du commerce extérieur, selon le modèle de Marx, procède de la loi sur la baisse tendancielle du taux de profit national à la suite du changement dans la composition organique du capital [31].

La formule du taux de profit étant

$$p' = \frac{Pv}{C+V}$$

(Pv, étant le plus-value) il s'agit, pour élever ce taux, soit d'augmenter la valeur de (Pv) soit de diminuer la valeur de (C+V). Le commerce extérieur doit, par conséquent, influencer les deux termes du rapport : faire baisser la valeur de (C+V) par le biais des importations des produits primaires et agricoles qui exercent leur influence sur (C) et (V) simultanément (Ricardo) ; faire hausser (Pv) en élargissant le marché et en créant des nouveaux débouchés (Smith). Dans ce sens on peut dire que Marx fait la jonction et la synthèse entre le concept de Smith et celui de Ricardo.

En résumé, donc, le problème du commerce extérieur se pose chaque fois que joue la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. Il reste, bien sûr, à noter la divergence entre Ricardo et Marx sur la cause de cette baisse : pour le premier, elle résulte de la stagnation du progrès dans l'agriculture, pour le second, par contre, elle est le résultat du progrès continu de tout le système de production capitaliste. D'autre part, le commerce extérieur, pour Marx, constitue à la fois, la *condition* et le *résultat* de la production capitaliste [32].

2) Le *moyen* d'atteindre les deux objectifs plus haut mentionnés ne peut être que la pratique des échanges inégaux. La loi des coûts comparatifs, d'après Marx, résume et régit ce genre d'échanges. Elle permet au deux coéchangistes de retirer des avantages mutuels à *court terme* tout en assurant à l'un deux, le plus développé, une part plus importante que l'autre des gains résultant de l'échange [33].

Comment expliquer cette « prouesse » ?

Essentiellement, par la différence dans le niveau de développement écono-

30 Une interprétation très suggestive de cet héritage et que nous avons largement utilisée dans : Ch. PALLOIX, *op. cit.*, pp. 64-101.

31 La composition organique du capital est déterminée par le rapport $\frac{V}{C+V}$ dans lequel (V) est le capital variable (salaire) et (C) est est le capital constant (machine et matières premières).

32 M. RUBEL, *op. cit.*, p. 3.

33 « Deux nations peuvent procéder entre elles à des échanges d'après la loi du profit, de telle sorte qu'elles y gagnent toutes deux, bien que l'une exploite et vole constamment l'autre. » K. MARX : *Grundrisse* . . ., cité par C. Palloix, *op. cit.*, p. 81.

mique entres coéchangistes. Cet écart se mesure par la productivité différentielle du travail qui, à son tour, donne naissance à des taux de plus-value différents. Expliquons-nous.

Le taux de plus-value

$$p = \frac{Pv}{V}$$

varie, dans le modèle marxien, en fonction inverse du taux de la productivité du travail. Ce dernier est en relation directe avec le capital constant (C) : quand (C) augmente la productivité augmente à condition que (V) reste constant ou croît moins que proportionnellement à (C). Étant donné que (Pv) procède directement de (V) il s'ensuit que là où (V) est proportionnellement important, (Pv) l'est aussi. Autrement dit, dans les pays où (C) est faible et (V) est relativement fort la productivité du travail est faible et le taux de plus-value (p) est fort [34]. C'est justement le cas des pays sous-développés, non ou semi-industrialisés.

3) Les conséquences de l'application de cette « loi » peuvent se résumer comme suit :

a) Une division internationale du travail qui correspond « aux grands centres de l'exploitation mécanique : une partie du globe se transforme, de préférence, en champ de production agricole, pour l'autre partie devenue champ de production industrielle [35] ».

b) L'avantage indéniable que tirent *à court terme* les deux coéchangistes fige les structures de leur production interne : l'un continuera à produire, essentiellement, des biens agricoles et primaires et l'autre continuera à produire, essentiellement, des biens industriels. Dans ce sens on a pu dire que la loi des coûts comparatifs « cristallise des positions acquises dans le développement économique [36] ». Autrement dit, la division internationale du travail est considérée comme un phénomène statique déterminé une fois pour toutes par la « nature » du pays. Donc, même si on laisse de côté le problème épineux du partage des gains *à court terme* entre les deux partenaires, il n'en reste pas moins vrai qu'*à long terme* et au niveau des structures de la production interne l'échange conduit à un avantage (ou désavantage) absolu selon la position respective de départ des deux partenaires.

c) L'explication de cet effet cumulatif (négatif ou positif) du commerce extérieur sur les structures de la production interne procède directement d'une hypothèse de départ liée au problème de la productivité différentielle du travail d'après les secteurs économiques. En effet, si l'on admet, d'une part, que le développement ne peut se concevoir sans industrialisation et, d'autre part, que le secteur industriel a, par rapport au secteur agricole, un taux de productivité supérieur, il s'en suit, nécessairement, une relation directe entre les échanges extérieurs et le niveau de développement (industrialisation) interne. Dans le cas où le pays B se spécialise à long terme dans la production des biens agricoles et primaires sa productivité comparative du travail tend à baisser cumulativement (aspect négatif) par rapport au pays A qui, lui, se spécialisera à long terme dans la production des biens industriels avec une productivité cumulative accrue (aspect positif).

4) Les *prolongements* théoriques des thèses avancées sont, pour le moins, très

---

34 Nous sommes, ici, en désaccord avec Ch. Bettelheim sur l'interprétation de la relation entre plus-value et productivité. Voir : Ch. BETTELHEIM, « Remarques théoriques », dans *L'Échange inégal* de A. IMMANUEL, Éd. Maspéro 1969, pp. 327-328.

35 K. MARX, *Le Capital*, dans « *Oeuvres* », *op. cit.*, (Tome I), p. 1299.

36 Ch. PALLOIX, *op. cit.*, p. 83.

rudimentaires [37]. Les économistes des pays de l'Est ont très peu approfondi les prémisses et les hypothèses de Marx se contentant, essentiellement, de tirer profit de ses conclusions pour (1°) clarifier le débat concernant les relations mutuelles des pays socialistes et (2°) tenter de construire des modèles et des indices d'efficacité du commerce extérieur entre pays socialistes avec comme objectif la réduction de l'écart de la productivité du travail entre eux. Chacune de ses deux préoccupations fera, pour nous, l'objet d'un paragraphe distinct.

B – *Les échanges entre pays socialistes*

Du moment que le camp socialiste n'était représenté que par un seul pays (l'U. R. S. S.), il était logiquement cohérent et pratiquement concevable (sous conditions) d'appliquer une politique d'autarcie.

Logiquement, puisque la première décision qui viendrait à l'esprit d'un dirigeant socialiste, à la lecture des thèses marxiennes et de leurs conclusions, est de faire diminuer sinon de supprimer les courants d'échanges avec l'extérieur pour amoindrir ou mieux, annuler toutes « exploitations » venant par ce biais. Cette politique est d'autant plus logique du point de vue socialiste, que tous les autres pays étaient, à l'époque, dans le camp capitaliste.

De plus, cette politique est concevable puisque, nous l'avons dit, l'U. R. S. S. par l'importance, l'immensité et la diversité de ses ressources offre les possibilités et les potentialités requises pour son application.

Mais, la situation s'est complètement modifiée le jour où le camp socialiste s'étendit pour englober plusieurs autres pays qui, pris individuellement, ne pouvaient que très difficilement adopter cette politique. Les problèmes consécutifs aux échanges extérieurs datent donc, en fait, de l'après-guerre et de la constitution du bloc de l'Est avec sa manifestation économique, le Conseil de l'Aide Économique Mutuelle (COMECON), créé en 1949 [38].

Mais en dépit de ce changement radical, les caractéristiques actuelles des échanges extérieurs de ce bloc conservent, dans une certaine mesure, l'empreinte que leur avait donnée l'U. R. S. S. à leur départ. Il nous appartiendra de dégager ces caractéristiques après avoir analysé brièvement les structures des échanges [39].

1) Inutile d'insister longuement sur la *répartition géographique* des importations et des exportations des pays du bloc. Le trait dominant est l'importance des échanges intra-groupes par rapport au total du commerce extérieur.

---

37 Par exemple les tentatives de mesure des taux d'accroissement de la productivité (I. Rachmuth).

38 Pour le COMECON voir, surtout : I. AGOSTON, *Le marché commun communiste, Principes et pratiques du COMECON*, Éd. Droz, Genève, 1964. M. KASER, *COMECON Integration Problems of the Planned Economics*, Oxford University Press, Londres, 1965. A. NOWICKI, *L'intégration économique des pays de l'Europe orientale*, dans les *Cahiers de l'ISEA*, N° 168, décembre 1965.

39 Pour les informations statistiques concernant nos propos, voir, surtout :
Documentation Française : « Le commerce extérieur des démocraties populaires européennes » dans *Notes et Études documentaires*, N° 3245, décembre 1965. J. P. SALTIEL et RAMPELBEG, « *Le commerce extérieur de l'U. R. S. S. en 1970* » dans les *Cahiers de l'ISEA*, « Économies et Sociétés », N° 2, février 1969. F. L. PRYOR : « *The communist foreign trade system. The other Common Market* » Allen & Unwin Ltd., Londres, 1963. Peter WILES : « *Statistiques sur l'économie soviétique* » dans *Analyse et Prévision*, Tome II, N° 3, 1966. *C. N. U. C. E. D.: Étude sur les relations commerciales entre pays à systèmes économiques et sociaux différents*, Genève, 15 août 1967.

Entre 2/3 et 4/5 des échanges se font, en effet, avec des pays du même système économique. Le premier partenaire est toujours l'U. R. S. S. Viennent en second l'ensemble des pays du bloc, la troisième place étant disputée, selon la politique du moment et la position géographique et historique de chaque pays, entre les autres pays socialistes, (Chine, Corée du Nord, etc.), le bloc occidental et les pays du Tiers-Monde.

Des changements, parfois importants, se sont introduits depuis une dizaine d'années dans ce système de répartition : (1°) la diminution relative de la part de la Chine populaire (sauf pour l'Albanie où l'on enregistre le phénomène contraire) ; (2°) l'augmentation de la part des pays occidentaux et des pays du Tiers-Monde et, (3°) la diminution relative de la part de l'U. R. S. S. dans les échanges de quelques pays (Roumanie).

Ces changements sont les résultats d'une plus grande ouverture sur le monde extérieur, de l'introduction timide de critères économiques dans les échanges pour suppléer ou supplanter les critères purement politiques ou idéologiques et, enfin, de l'intérêt croissant envers les pays du Tiers-Monde pour des raisons pas uniquement politiques.

Le degré de dégradation des rapports avec la Chine populaire peut constituer, entre autres, la mesure de l'indépendance, toute relative, de tel ou tel pays du bloc envers l'U. R. S. S. (Albanie, Roumanie, Bulgarie . . . en terminant par les plus inconditionnels). Le même phénomène préside au degré d'ouverture vers les marchés occidentaux (cas de la Tchécoslovaquie et de l'Allemagne de l'Ouest).

En conclusion, on peut dire que le degré d'ouverture (ou de fermeture) envers les marchés qui ne font pas partie intégrante du bloc (que ce soit des pays socialistes, capitalistes ou du Tiers-Monde) dépend, en dernier lieu, d'un seuil de « tolérabilité » qui est, pratiquement, fixé par l'U. R. S. S. Il est possible de se soustraire à cette contrainte si l'on arrive à se soustraire, au préalable, à l'influence politique et stratégique de l'U. R. S. S. qui la sous-tend et la soutient. Évidemment, la réussite d'une telle politique dépendra d'une série de facteurs internes et externes, conjoncturels et structurels qui ne peuvent être les mêmes pour des pays et des époques différents (Yougoslavie, Albanie et Tchécoslovaquie).

Quant aux *structures des échanges,* le regroupement des exportations et des importations de chaque pays sous les quatre grands groupes de produits suivants : machines et équipements, matières premières et semi-produits, biens de consommation industriels et biens de consommation alimentaires nous permet de dégager les observations suivantes :

a) Les relations entre ces quatre groupes de produits (à l'exportation et à l'importation) sont fonction du niveau d'industrialisation de chaque pays à chaque époque. La typologie des régimes d'après leur degré de développement se retrouve au niveau des échanges extérieurs : pour les pays faiblement industrialisés (Bulgarie, Roumanie et Albanie), le solde des échanges est déficitaire en ce qui concerne les machines et les biens d'équipement et excédentaire pour les matières premières et produits agricoles – pour les pays moyennement industrialisés les soldes sont, plus ou moins, équilibrés – pour les pays fortement industrialisés le solde est excédentaire sur les biens d'investissements et déficitaires sur les matières premières.

b) Le phénomène tant critiqué de la concentration des exportations sur le secteur primaire et sur un ou deux produits dans ce même secteur se retrouve dans les

échanges des pays des deux premiers groupes, quoique d'une manière atténuée eu égard à la situation des pays du Tiers-Monde dans ce domaine : Roumanie-pétrole, Pologne-charbon, Albanie-pétrole, Bulgarie-légumes, Hongrie-oléagineux . . .

c) En dépit de l'accroissement continu pour chaque pays, en chiffres absolus et en pourcentage, des exportations des machines et des biens d'équipement, des comparaisons internationales montrent les limites et la valeur de cet effort sur le plan quantitatif. Mais la comparaison devient, parfois, insoutenable quand il s'agit de l'aspect qualitatif des produits exportés : par exemple, la qualité des exportations « socialistes » à Cuba.

d) Parfois, les spécialisations à l'intérieur du bloc ne s'opèrent pas seulement au niveau des secteurs mais, aussi, à l'intérieur de chaque secteur. Si, par exemple, l'U. R. S. S. et la Pologne importent et exportent à la fois des machines et des biens d'équipements, l'U. R. S. S. s'est spécialisé dans la construction de camions de 4 tonnes en acceptant d'importer d'autres matériels de transports [40]. Il reste à voir, bien entendu, sur quelle base se décide cette spécialisation, étant donné que, d'une part, l'objectif demeure l'augmentation de la productivité du travail, seul moyen pour réduire les écarts du développement et que, d'autre part, cette productivité varie largement suivant les secteurs et mêmes les branches dans chaque secteur.

2) A. Nowicki résume dans une phrase le fondement des principes qui caractérisent les échanges extérieurs des pays socialistes : « Dans le système socialiste, la liaison est linéaire, la structure de la production influence la structure des échanges, celle-ci décide de la structure géographique (si on ne tient pas compte des influences politiques) et les effets monétaires viennent en dernière place, constituant le dernier terme de la liaison, sans qu'ils donnent lieu à des influences réciproques [41]. »

En effet, les caractéristiques pertinentes de ces échanges peuvent se ramener aux suivantes [42] :

a) La réalisation du plan national commande, en dernier lieu, le volume des flux de l'échange. La priorité est donnée aux importations, les exportations se font presque uniquement pour permettre d'importer. De ce principe en découle un autre, à savoir : les échanges doivent être équilibrés.

b) Les prix externes et le volume des flux de l'échange ne reflètent que très vaguement les raretés respectives internes des économies des deux partenaires. Le désordre des prix internes et les difficultés inhérentes aux calculs des coûts en étaient les responsables. Mais même à présent et dans la majorité des cas les échanges s'effectuent sur la base des prix mondiaux « capitalistes » corrigés et stabilisés pour des périodes pouvant aller jusqu'à cinq ans.

Le plus significatif est que cette situation tend, petit à petit, à disparaître pour être remplacée par une nouvelle permettant l'application des procédés de calcul qui visent, en dernière analyse, à réhabiliter la loi des coûts comparatifs. L'absurdité est à son comble quand on continue à critiquer cette loi tout en acceptant d'appliquer des indices de rentabilité et des modèles directement inspirés par elle,

40 J. P. SALTIEL, « Calcul économique et commerce extérieur de l'U. R. S. S. » dans les *Cahier de l'ISEA*, N° 124, 1962. Série G, pp. 76-77.

41 A. NOWICKI, « Premiers contours . . . », art. cité, p. 197.

42 F. D. HOLZMAN, « Foreign trade behavior of centrally planned economies » dans *Comparative Economic systems*, R. Irwin, Illinois, 1969, pp. 301-317.

c) L'incohérence et le tâtonnement en matière de prix débouchent fatalement sur des politiques commerciales et cambiaires très rigides : sur le plan commercial, le bilatéralisme le dispute à l'autarcie, sur celui des changes, l'inconvertibilité de la monnaie-clé de la zone, le rouble, résulte directement des prix arbitraires et conduit à la discrimination. Il va sans dire que dans une situation telle que celle-ci les taux de change n'égalisent jamais les coûts marginaux.

d) L'absence d'une théorie propre des échanges, d'une part, et la prévalence d'une doctrine de développement qui peut aller à l'encontre de la loi des coûts comparatifs effectivement appliquée, d'autre part, constitue, nous semble-t-il, la toile de fond de tous les problèmes « communautaires » du bloc.

Car de deux choses l'une : ou bien on admet que l'industrie lourde (et, maintenant, les secteurs d'avant-garde : électronique, automobile, etc.) doit s'implanter dans *chaque* pays et dans ce cas il faut nécessairement abandonner la loi des coûts comparatifs qui rejette ce choix comme un non-sens économique ; ou bien on accepte les prémisses de cette loi et on modifie la doctrine du développement propre au socialisme. Nous allons voir que les indices et les modèles élaborés dernièrement n'ont pas répondu pleinement à cette alternative.

C – *La problématique des échanges socialistes*

Si l'on admet que la vision de Lénine d'« une économie communiste *mondiale* gérée par des travailleurs victorieux selon un *plan unique* [43] » n'est pas encore à l'ordre du jour, le problème des échanges entre États socialistes ayant, chacun, son plan de développement propre se pose dans tout son ampleur.

Pour s'en convaincre il suffit de parcourir la liste des sujets, que les théoriciens socialistes, réunis à Prague en 1963, ont discutés. L'égalisation des niveaux de développement économique, l'efficacité économique de la division internationale socialiste du travail et, enfin, les rapports du complexe économique national et de la spécialisation internationale de la production furent des sujets tellement explosifs qu'ils ont donné lieu à une discussion suivie d'une polémique entre les Roumains et les Soviétiques [44].

Dans un certain sens, la situation n'est ni nouvelle ni originale. Il s'agit, en somme, de concilier les intérêts contradictoires de différents pays ayant des niveaux d'industrialisation et de développement différents. Les Soviétiques qui, jadis, prônaient le dogme de l'industrialisation forcenée pour chaque pays paraissent aujourd'hui comme les plus chauds partisans d'une spécialisation « efficace ». Par contre, les Roumains veulent retarder cette politique jusqu'au jour où les portes du « club » des industrialisés leur soient ouvertes.

Vieux débats qui, à un moment de l'histoire, ont opposé l'Allemagne et les États-Unis, d'une part, et l'Angleterre, de l'autre. Vieille habitude, aussi, que celle qui ne s'aperçoit des bienfaits de la loi des coûts comparatifs et du libre échange que le jour où le pays atteint un certain niveau de développement [45].

---

43 Cité dans G. CAIRE, *Les critères de choix du commerce extérieur au sein du CAEM*, Document ronéotypé, Paris, 1968, p. 1. (Nous soulignons.)

44 J. P. SALTIEL, « L'attitude de la Roumanie vis-à-vis d'une planification supranationale », dans les *Cahiers de l'ISEA*, Série G, N° 168, décembre 1965, p. 19.

45 P. BAIROCH, « Commerce extérieur et développement économique », dans la *Revue économique*, N° 1, 1970, pp. 2-33.

Toutefois, la problématique actuelle des échanges dans les pays de l'Est peut se ramener à deux interrogations : (1°) comment faire coïncider, sur le plan national, l'avantage de l'échange à court terme et le changement souhaité dans la structure de la production à long terme et (2°), comment concilier les intérêts nationaux avec les intérêts de toute la communauté de l'Est prise dans son ensemble.

Nous essayerons de démontrer que les réponses données à ces deux questions, ou bien procèdent directement de la théorie ricardienne ou bien, dans le cas d'une recherche originale, s'enferment dans une impasse théorique et technique. L'analyse de quelques indices et d'un modèle vont fournir la base de notre démonstration [46].

1) Entre *court terme* et *long terme* : les indices les plus simples sont ceux afférents au calcul de l'avantage à *court terme* résultant de l'échange.

Soit une opération isolée dans laquelle (D) est la recette en devises provenant de l'exportation, (C) le prix de revient (transport compris) de la marchandise exportée en monnaie nationale, l'*efficacité de l'exportation* E_x est :

$$E_x = \frac{C}{D},$$

E_x montre le coût unitaire de la devise étrangère en monnaie nationale.

L'indice de *l'efficacité des importations* peut s'écrire, symétriquement,

$$E_m = \frac{D}{C},$$

où (D) est la recette des ventes sur le marché interne du bien importé (en monnaie nationale) et (C) est le total des dépenses en devises pour l'importation du bien. E_m fixe, en monnaie nationale, l'avantage procuré par l'unité de devises étrangères dans le processus d'importation.

Pour l'indice du *commerce extérieur* (E_{ce}) qui concrétise les avantages comparatifs tirés de l'exportation et de l'importation, la formule peut être

$$E_{ce} = \frac{Z_m}{Z_e}$$

dans laquelle (Z_m) représente les dépenses encourues dans l'hypothèse d'une production interne des biens importés et (Z_e) les dépenses effectives pour la production de biens exportés et qui sont destinés à l'acquisition de biens importés.

Tous les indices de l'efficacité du commerce extérieur élaborés en Hongrie, Pologne, Roumanie, Allemagne de l'Est, etc., procèdent de l'idée simple et fondamentale qu'on « retrouve dans l'analyse de la productivité des investissements, définie comme un rapport entre résultats obtenus et moyens mis en œuvre [47] ».

La formule de Pavel (Roumanie) pour calculer l'efficacité des exportations est :

$$E_x = \frac{P_{r\,-\,\text{Imp. i}}}{P_{e\,-\,\text{Imp. e}}}$$

où (P_r) est le prix de revient national, (Imp. i) est le prix des matières premières importées pour la mise en œuvre de la

46 M. MEYER, « Planification et mesure et l'efficacité du commerce extérieur », dans *Économies et Sociétés*, Tome II, N° 5, 1968, pp. 1149-1152. Voir aussi : J. WILCZYNSKI, « The theory of comparative costs and centrally planned economy », dans *Economic Journal*, mars 1965. A. ZAUBERMAN, « The Criterion of Efficiency of Foreign Trade in Soviet-types Economies », dans *Economica*, vol. 31, 1964. F. L. PRYOR, « Foreign Trade Theory in the Communist Bloc », dans *Soviet Studies*, vol. 14, 1962-63.

47 G. CAIRE, art. cité, p. 15.

production, (P_e) est le prix réalisé à l'étranger en devises, (Imp. e) est le prix de matières premières en devises.

Les Allemands de l'Est utilisent, eux, un indice des dépenses en travail du genre :

$$I_t = \frac{V - M_v - N_v}{S - M_o + N_o}$$

dans lequel (V) est le montant des ventes en devises étrangères, (M_v) la valeur des matériaux et matières premières nécessaires à la fabrication des produits à exporter calculés aux prix mondiaux, (N_v) les frais accessoires supportés à l'étranger en devises, (S) le prix de revient du produit à exporter en marks, (M_o) la valeur des matériaux et matières premières nécessaires à la fabrication du produit à exporter calculés aux prix de gros intérieurs, (N_o) les frais accessoires et le transport perçus à l'intérieur du pays. L'indice devrait permettre de comparer exportations de produits finis et exportations directes de matières premières et matériaux et d'évaluer le gain qui en résulte de la spécialisation retenue [48].

À *long terme* la prise en compte des effets du commerce extérieur sur la structure de la production interne et plus généralement sur la croissance de l'économie nationale nécessite le recours à des modèles pouvant englober croissance à long terme et spécialisation retenue. Il faut donc passer des indices simples à des modèles de plus en plus compliqués.

Un exemple de ces modèles est celui de K. Laski inspiré par les idées de M. Kalecki [49].

Les hypothèses du modèle sont simples : (1°) dans les pays en voie de développement la ressource rare, par excellence, est le capital qu'il faut rationaliser pour une meilleure utilisation ; (2°) le critère de spécialisation va être l'avantage comparatif lié au coefficient de capital.

L'objectif du modèle est de répartir les investissements de telle manière que les investissements allant aux secteurs pour la production interne soient caractérisés par un faible coefficient de capital et que les investissements pour la production à l'exportation voient leur coefficient de capital croître faiblement avec le temps. L'essentiel est que le coefficient agrégé diminue c'est-à-dire, $K_1 < K_o$ pour $r_1 > r_o$. Autrement dit, il faut obtenir l'augmentation du taux de croissance du revenu avec le même montant d'investissement total, en pariant sur les résultats de la spécialisation internationale qui fera répartir ces investissements de telle manière que leur *coefficient agrégé* soit plus bas qu'avant la spécialisation.

Soit une économie nationale dont le taux de croissance du revenu est :

$$r_o = \frac{1}{K_o} \cdot I_o + u - a \quad (1)$$

également : $r_o = \alpha + \beta_o$

où, u : coefficient du progrès technique courant

a : usure physique de l'appareil de production

$\frac{1}{K_o}$: inverse du coefficient de capital

I_o : investissement total

α : augmentation de la main d'œuvre

β_o : accroissement de la productivité du travail

Nous pouvons distinguer deux composantes de l'investissement (I) : I_k qui représente les investissements dans le secteur produisant les biens pour le *marché intérieur* et I_e l'investissement qui fait croître les capacités productives dans le secteur produisant des biens destinés à l'*exportation.*

48 G. CAIRE, *ibidem*, p. 16.

49 A. NOWICKI, « L'intégration . . . », art. cité, pp. 207-213.

Nous pouvons écrire :

$$I = I_k + I_e \quad (2)$$

avec $\frac{I_k}{I} = \eta$, nous aurons :

$$\frac{I_e}{I} = \frac{I - I_k}{I} = 1 - \frac{I_k}{I} = 1 - \eta \quad (3)$$

on peut, d'autre part, distinguer les investissements d'après leur intensité *capitalistique* : (K_k) pour le secteur produisant pour le marché interne et (K_e) pour le secteur produisant pour l'exportation.

L'accroissement du revenu dans le secteur (K_k) est égal à :

$$\Delta R_k = I_k . \frac{1}{K_k} = I.\eta . \frac{1}{K_k} \quad (4)$$

et dans le secteur (K_e) :

$$\Delta R_e = I_e . \frac{1}{K_e} = I(1-\eta) . \frac{1}{K_e} \quad (5)$$

L'accroissement global du revenu national serait : (6)

$$\Delta R = \Delta R_k + \Delta R_e = I.\eta . \frac{1}{K_k} + I(1-\eta) . \frac{1}{K_e}$$

et l'intensité *capitalistique* des deux secteurs :

$$K = \frac{I}{\Delta R} = \frac{I}{I.\eta . \frac{1}{K_k} + I(1-\eta)\frac{1}{K_e}} \quad (7)$$

Si l'on admet que (K_e) peut ne pas être *au départ* plus élevé que (K_k) il en résulte que la rentabilité consistera en ce que l'économie renonce à développer la production pour le marché interne des branches ayant un coefficient *capitalistique* élevé et dirige ses efforts vers la production exportatrice.

Cette nouvelle direction peut, à la longue, faire croître le coefficient (K_e), mais cette augmentation sera compensée par l'abaissement de (K_k) de telle manière qu'en définitif $K_1 < K_o$ avec $r_1 > r_o$ le montant d'investissement global étant le même. Ainsi, le taux d'accroissement du revenu sera :

$$r_1 = I_o . \frac{1}{K_1} + u - a$$

Le coefficient agrégé (K) ne dépend, donc, pas seulement des changements de (K_k) et (K_e) mais aussi des changements de (η) et ($1-\eta$) réflétant la part de l'investissement (I_k) et (I_e) dans le total des investissements (I).

Les premières observations qu'on peut faire à la lecture de ces indices et de ce modèle sont :

a) Il est clair que toutes ces formules rappellent, d'une manière ou d'une autre, la loi des coûts comparatifs. En effet, le pays n'a intérêt à l'échange qu'au moment où

$$\frac{Z_m}{Z_e} > \frac{Z_{mx},}{Z_{ex}}$$

(x) étant les conditions sur le marché extérieur.

Il reste évidemment à déterminer (Z_m) et (Z_e) c'est-à-dire, en dernier lieu, déterminer les coûts [50]. Pour le faire, il faut, au préalable, s'entendre sur la définition du coût. Et c'est là où l'héritage marxien est le plus pesant.

Si l'on considère le coût comme égal aux dépenses courantes pour la production plus le transport, on se trouve très proches de la théorie ricardienne qu'on rejette. Si l'on ajoute au coût de la production le coût du travail passé, on se rapprochera de la valeur-travail de Marx, tout en assumant le risque de voir difficilement aboutir nos méthodes de calculs.

En effet, si l'on remplace Z_e, par exemple, par :

$$Z_e = C + E_n K + Y$$

où (C) est le prix de revient de l'unité exportée, (K) l'investissement unitaire pour la production exportée, (E_n) la nor-

[50] M. MEYER, art. cité, pp. 1152-1157.

me d'efficacité de l'investissement et (Y) les frais de transport et de commercialisation, le problème consisterait alors à établir (E_n). Doit-on accepter une norme unique par économie et différenciée par secteur, ou unique pour l'ensemble du COMECON et différenciée par pays, etc. ? De plus, si la norme (E_n) est établie pour les investissements additionnels, les méthodes de calcul à la marge doivent reprendre leur droit. Or, la plupart des théoriciens socialistes rejettent la comptabilité en termes de coûts marginaux [51].

b) La source de ces difficultés est, en réalité, la théorie marxienne de la valeur elle-même. Est-ce que cette théorie continue sa vie sous le socialisme ou non ? le débat n'est pas encore prêt d'être clos. Néanmoins, si cette théorie règne toujours, la difficulté principale pour la fixation des prix est la séparation entre « valeur d'usage » (utilité) et « valeur de production » (coût de production). La signification même des indices du commerce extérieur peut grandement être altérée selon que l'on se fonde sur l'un ou l'autre concept de la valeur. L'asymétrie dans le traitement de la rentabilité des exportations (aspect coût de production) et des importations (aspect utilité) crée des problèmes difficiles à résoudre [52].

c) Le passage du court terme au long terme suscite une série complémentaire de problèmes qui sont peut-être les plus importants de notre sujet : l'inégalité de développement. Si nous considérons que la rentabilité est liée à l'avantage de l'échange à court terme et l'efficacité à celui de la spécialisation à long terme, on peut admettre que la rentabilité n'assure pas nécessairement l'efficacité et vice versa. C'est là toute la différence entre les théories socialistes orthodoxes et les théories des continuateurs de Ricardo : Viner, Johnson, Haberler, etc.

Étant donné que la spécialisation est liée à la production et celle-ci à l'investissement il faut, donc, faire la jonction entre les critères d'investissements et ceux du commerce extérieur. Or, nous avons vu les difficultés techniques d'une telle liaison dans la situation de perturbation dans laquelle se trouve le calcul des coûts et des prix.

d) Même les modèles à long terme (voir le modèle de Laski) n'arrivent pas à s'échapper à la logique de la loi des coûts comparatifs. De plus, l'objectif de ce modèle peut, en lui-même, être critiquable car il ne peut s'appliquer qu'aux cas des pays en voie de développement tandis que dans les autres pays du bloc (les plus développés) les problèmes de choix et des coûts d'opportunité des deux facteurs ne sont pas les mêmes [53].

2) *L'intégration régionale* : supposons, pour un moment, que le problème de la rentabilité des échanges et même celui de l'optimum pour chaque pays sont résolus ; il demeure, dans le cas qui nous intéresse, le problème de l'intégration à l'échelle communautaire. Car avec le système actuel des prix, les optimums nationaux ne peuvent aucunement refléter un optimum communautaire. Des divergences et des oppositions d'intérêts existent.

D'autre part, si chaque économie dresse comme objectif un développement industriel complexe au lieu d'accroître la production de ces matières premières par exemple, l'opposition entre les intérêts de la politique nationale et ceux de la politique régionale deviendra, évidemment, grandissante.

C'est le cas, par exemple, pour la Pologne : le problème étant, ou bien

51 F. L. PRYOR, art. cité, pp. 57-58.

52 F. L. PRYOR, *ibidem*, p. 49.

53 A. NOWICKI, « L'intégration . . . », art. cité, pp. 212-213.

d'accroître la production du charbon nécessaire à la communauté en acceptant une certaine structure de la production, ou bien de faire baisser cette production en faveur d'une diversification et d'une « préférence structurelle » pour le développement par l'industrialisation.

Ce problème se pose, justement, parce que les économies de la communauté sont à des stades très différents de développement. Il ne s'agit pas, comme pour le Marché commun par exemple, de déterminer des spécialisations à l'*intérieur* du secteur industriel mais de faire le choix entre une certaine structure industrielle et une structure de production de matières premières, produits semi-finis et produits agricoles.

L'impasse théorique, là aussi, est bien visible. D'après Marx, nous l'avons dit, la motivation à l'échange est déterminée par une productivité différentielle du travail, résultat et cause à la fois des inégalités de développement. Or l'augmentation de la productivité ne peut venir que des secteurs « dynamiques ». Il s'ensuit que l'industrialisation de *chaque pays* doit devenir un objectif prioritaire. Mais, nous l'avons montré aussi, l'addition de ses objectifs nationaux ne va pas nécessairement dans la ligne des intérêts de la communauté prise dans son ensemble.

Tant qu'un effort théorique fondamental de révision, de suppression ou de complémentarité des thèses marxiennes n'est pas entrepris il nous semble difficile de sortir de ce cercle vicieux. Chaque fois que des mesures pratiques sont prises (la Banque Internationale de Coopération Économique – les complexes inter-États, comme le Bas-Danube) l'incohérence théorique à la base de ces décisions entrave la pleine réalisation de leurs objectifs.

Conclusions

Quelles sont les conclusions *générales* qui découlent de l'analyse ?

1) La théorie marxienne originelle répond mal ou, plus précisément, pas du tout à la situation d'inégalité dans laquelle se trouve les économies des pays socialistes à l'heure actuelle. D'autre part, la méthodologie marxienne elle-même ne fut que très peu utilisée pour comprendre et ensuite résoudre les problèmes qui découlent de cette inégalité des niveaux de développement.

Il en résulte, d'une part, une inadéquation entre les principes proclamés et les réalités concrètes et, d'autre part, un appauvrissement de l'analyse scientifique au bénéfice d'une idéologie considérée comme un dogme immuable.

2) Cette position doctrinale et rigide sur le plan théorique bloque, fatalement, les recherches au sujet des relations économiques entre des pays socialistes.

Il est clair que ces relations ne peuvent échapper aux effets de domination sans que, au préalable, les mécanismes des échanges ne soient modifiés. Mais cette modification n'est possible que si l'on accepte de réviser les concepts théoriques de base (valeur, plus-value, taux de profit, etc.) qui continuent à rendre les calculs économiques difficiles sinon impossibles.

3) En troisième lieu nous nous permettons d'émettre une opinion un peu en marge de l'analyse précédente : du moment que le phénomène de sous-développement continue d'être analysé en fonction de critères politiques et stratégiques fixés par l'économie dominante il est difficile de considérer que les relations qui lient les pays socialistes avec les pays du Tiers-Monde ou même les relations entre pays développés et pays en voie de développement à l'intérieur du bloc socialiste soient d'une *nature* différente de celles qui lient ces mêmes pays avec le monde capitaliste.